



MA CHÂLONS EN CHAMPAGNE

Parles à ma main !!!

Il y a peu, nous avons appris par nos représentants régionaux que, malgré une proposition pour une meilleure répartition des postes offerts lors de l'aumône nationale pour la CAP des surveillants/surveillants/brigadiers, malgré leur proximité et leur connaissance du terrain grâce aux remontées locales, vos services, loin des problématiques des établissements et de leurs personnels, n'ont pas estimé nécessaire de faire droit à leurs conclusions.

Monsieur le Directeur interrégional, pour reprendre vos expressions passées « les bras m'en tombent », ou même, « j'ai les poils qui s'hérissent » de savoir que, malgré le mal-être d'une bonne partie de votre personnel, vous semblez préférer vous plier à la doxa politicienne électoraliste parisienne que de soulager, un tant soit peu, vos troupes.

Monsieur le Directeur interrégional, si vous pouviez esquisser un minimum de compassion à l'égard de ces personnels qui, contraint par leur professionnalisme et leur bravoure, mettent entre parenthèse famille et santé, poussant leur limite jusqu'au burn-out ou/et la rupture sentimentale, mais qui pour reprendre vos propos envers certains besogneux « Ne méritent pas de porter l'uniforme ». D'ailleurs, à la vue de cette gestion, nous sommes en droit de nous poser la question du « qui ne mérite pas de porter une tenue de l'AP ? ».

Les « traines savates des coursives » qui ne semblent rien représenter sous les ors de la capitale ne supportent plus le dédain dont peut faire preuve leur administration pour l'accès, à minima, aux droits concernant leur condition de travail. Ce refus de prendre en considération leur mal être en mettant entre autres, à la corbeille, des propositions de bons sens, d'ailleurs reprises dans le protocole malheureux des derniers événements, semble démontrer et est ressenti comme un profond mépris et un manque de considération par ceux situés en bas de l'échelle.

Monsieur le Directeur interrégional, cette situation n'est plus supportable, ni tolérable.

Nous exigeons dès à présent, de la part de notre administration, le début d'une réelle concertation et l'obtention du minimum de respect, dû à votre personnel, qui leur permettra d'effectuer leurs missions dans le respect des règles et de la quiétude à laquelle ils devraient pouvoir prétendre, en leur attribuant rapidement un complément d'effectif dans l'ensemble des secteurs des ressources humaines de notre établissement.

Pour le SLP **FO Justice** Châlons en champagne
Le 22 mai 2024

